



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2012
Français
Original : français

Soixante-septième session

Point 24 de l'ordre du jour

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteuse : M^{me} Aida Hodžić (Bosnie-Herzégovine)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-septième session la question intitulée :

« Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement :

- a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017);
- b) Coopération pour le développement industriel »

et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. À ses 20^e, 21^e et 27^e séances, les 5 et 12 novembre 2012, la Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur la question. Ses délibérations sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/67/SR.20, 21 et 27). On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu à ses 2^e à 6^e séances, du 8 au 10 octobre (voir A/C.2/67/SR.2 à 6). La Commission s'est prononcée sur la question à ses 29^e et 32^e séances, les 15 et 30 novembre (voir A/C.2/67/SR.29 et 32). Il sera rendu compte de la suite des débats de la Commission sur la question dans les additifs au présent rapport.

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en quatre parties, sous les cotes A/67/441 et Add.1 à 2.



Point 24

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme sur la promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement (A/67/228)

Point 24 a)

Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) (A/67/180)

Point 24 b)

Coopération pour le développement industriel

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (A/67/223).

4. À la 20^e séance, le 5 novembre, la Directrice de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales [pour le point subsidiaire a)], le représentant et Directeur du Bureau de New York de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel [pour le point subsidiaire b)] et le Représentant spécial adjoint de l'Organisation mondiale du tourisme (pour le point 24) ont prononcé des allocutions liminaires (voir A/C.2/67/SR.20).

II. Examen des projets de résolution A/C.2/67/L.30 et Rev.1

5. À la 29^e séance, le 15 novembre, le représentant du Maroc a présenté un projet de résolution intitulé « Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement » (A/C.2/67/L.30), au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Bélarus, Djibouti, Gabon, Guyana, Honduras, Iraq, Jordanie, Libye, Maroc, Mexique, Oman, République dominicaine, Turquie et Uruguay, auxquels se sont joints par la suite la Bosnie-Herzégovine, le Costa Rica, Madagascar et Sri Lanka. Le texte était ainsi libellé :

« L'Assemblée générale,

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005,

Rappelant également la Déclaration du Millénaire, le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (“Plan de mise en œuvre de Johannesburg”), la Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, le Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, le document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale

sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé "L'avenir que nous voulons",

Rappelant en outre sa résolution 53/200 du 15 décembre 1998, intitulée "Proclamation de 2002 Année internationale de l'écotourisme",

Rappelant sa résolution 65/173 du 20 décembre 2010 intitulée "Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement",

Soulignant que la pauvreté est un problème présentant de multiples facettes qui exige une approche multiple, prenant en compte ses aspects économiques, politiques, sociaux, environnementaux et institutionnels à tous les niveaux,

Soulignant également que l'écotourisme peut, dans le cadre du tourisme durable, contribuer à la lutte contre la pauvreté, à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable,

Se félicitant des efforts entrepris par l'Organisation mondiale du tourisme, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Convention sur la diversité biologique pour promouvoir l'écotourisme et le tourisme durable dans le monde,

Se félicitant également des efforts entrepris par le Processus de Marrakech sur les modes de consommation et de production durables et en particulier son équipe spéciale sur le développement du tourisme durable, exemple intersectoriel de pratiques de consommation et de production plus durables,

Notant les initiatives lancées et les manifestations organisées aux niveaux sous-régional, régional et international dans les domaines de l'écotourisme et du développement durable,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme;

2. *Est consciente* que le développement de l'écotourisme, dans le cadre du tourisme durable, peut avoir une incidence positive sur la création de revenus et d'emplois et sur l'éducation et donc sur la lutte contre la pauvreté et la faim, et contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;

3. *Constate* que l'écotourisme peut réduire la pauvreté en améliorant les moyens de subsistance des populations locales et produire des ressources pour des projets de développement communautaires;

4. *Souligne* qu'il faut porter à leur maximum les avantages économiques, sociaux et environnementaux découlant des activités d'écotourisme dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement, notamment en Afrique, dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement;

5. *Souligne également* que l'écotourisme peut contribuer au développement durable, en particulier à la protection de l'environnement, et améliorer les conditions de vie des populations locales et autochtones;

6. *Constate* que l'écotourisme crée de vastes possibilités pour la préservation, la protection et l'utilisation durable des aires naturelles en encourageant les populations locales et autochtones des pays d'accueil et les touristes à préserver et respecter le patrimoine naturel et culturel;

7. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de mettre en place, au niveau national et conformément aux priorités nationales, des politiques, des principes directeurs et des règlements judicieux pour promouvoir et soutenir l'écotourisme et pour réduire toute incidence négative qu'il pourrait avoir;

8. *Invite* les gouvernements, les organisations internationales et les autres institutions compétentes à mettre en évidence et à promouvoir les meilleures pratiques en vue de l'application des politiques, principes directeurs et règlements en vigueur dans le secteur de l'écotourisme;

9. *Encourage* les États Membres à promouvoir l'investissement en faveur de l'écotourisme, conformément à leur législation nationale, notamment en créant des petites et moyennes entreprises et en facilitant l'accès au financement, y compris grâce à des initiatives de microcrédit à l'intention des populations pauvres, locales et autochtones dans les régions présentant un fort potentiel écotouristique, notamment en milieu rural;

10. *Encourage* les gouvernements et les autres acteurs des secteurs public et privé à apporter ensemble leur concours aux populations locales et autochtones pour leur permettre de participer à l'écotourisme, notamment en leur proposant une formation et en les aidant à trouver de nouveaux marchés et à développer les produits;

11. *Souligne également* que, pour exploiter les possibilités d'écotourisme, il importe de procéder, conformément à la législation nationale, à une évaluation de l'impact sur l'environnement;

12. *Insiste* sur le fait qu'il faut dûment prendre en considération, respecter et promouvoir tous les aspects des cultures, traditions et connaissances autochtones dans l'élaboration des politiques d'écotourisme et souligne combien il importe de promouvoir la pleine participation des populations locales et autochtones à la prise des décisions qui les touchent et d'intégrer le savoir, le patrimoine et les valeurs autochtones et locaux dans les initiatives d'écotourisme, selon qu'il conviendra;

13. *Souligne* qu'il faut prendre des mesures efficaces dans le cadre des projets d'écotourisme pour assurer l'autonomisation des femmes, notamment pour faire en sorte qu'elles participent sur un pied d'égalité avec les hommes à la prise de décisions à tous les niveaux et dans tous les domaines;

14. *Demande* aux organismes des Nations Unies, dans le contexte de la campagne mondiale en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, de promouvoir l'écotourisme comme un instrument pouvant contribuer à la réalisation de ces objectifs, en particulier ceux qui visent à éliminer l'extrême pauvreté et à assurer la viabilité de l'environnement, et d'appuyer les efforts et les politiques des pays en développement dans ce domaine;

15. *Invite* les institutions financières régionales et internationales à apporter un concours suffisant aux programmes et projets liés à l'écotourisme, compte tenu des avantages économiques et écologiques de ces activités;

16. *Invite les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies et les autres organisations compétents à fournir une assistance technique aux gouvernements, selon que de besoin, pour renforcer les cadres législatifs ou politiques concernant l'écotourisme et leur mise en œuvre dans le contexte du tourisme durable;*

17. *Invite également tous les acteurs concernés à contribuer, dans le contexte du tourisme durable, au renforcement des capacités, à la formulation de directives spécifiques, à la mise au point d'outils de sensibilisation et à l'offre de formations aux personnes travaillant dans le secteur de l'écotourisme, notamment des cours de langues et des stages pour l'acquisition des compétences spécifiques à la prestation de services touristiques;*

18. *Est consciente du rôle que joue la coopération Nord-Sud s'agissant de promouvoir l'écotourisme comme moyen d'assurer la croissance économique, de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement, et considère que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, compléments de la coopération Nord-Sud, sont de nature à promouvoir l'écotourisme;*

19. *Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-neuvième session, en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme et les autres organismes et programmes compétents des Nations Unies, un rapport sur l'application de la présente résolution, contenant notamment des recommandations sur les moyens de promouvoir l'écotourisme comme instrument de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable. »*

6. À sa 32^e séance, le 30 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement » (A/C.2/67/L.30/Rev.1) déposé par les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Arolie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Népal, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay et Yémen. Par la suite, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Burkina Faso, Éthiopie, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Libéria, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Niger et République de Moldova,

7. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution révisé n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

8. Également à la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/67/L.30/Rev.1 (voir par. 11).

9. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant du Maroc a fait une déclaration (voir A/C.2/67/SR.32).

10. Le représentant de l'Organisation mondiale du tourisme a également fait une déclaration (voir A/C.2/67/SR.32).

III. Recommandation de la Deuxième Commission

11. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement

L'Assemblée générale,

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005¹,

Rappelant également la Déclaration du Millénaire², le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement³, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement⁴, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »)⁵, la Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey⁶, le Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement⁷, le document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement⁸ et le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable⁹, ainsi que la onzième Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité,

Rappelant en outre ses résolutions 53/200 du 15 décembre 1998, intitulée « Proclamation de 2002 Année internationale de l'écotourisme », 65/148 du 20 décembre 2010, intitulée « Code mondial d'éthique du tourisme », et 66/196 du 22 décembre 2011, intitulée « Tourisme viable et développement durable en Amérique centrale »,

Rappelant aussi sa résolution 65/173 du 20 décembre 2010 intitulée « Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement »,

¹ Résolution 60/1.

² Résolution 55/2.

³ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

⁴ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

⁵ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

⁶ Résolution 63/239, annexe.

⁷ Résolution 63/303, annexe.

⁸ Résolution 65/1.

⁹ Résolution 66/288.

Soulignant que la pauvreté est un problème présentant de multiples facettes qui exige une approche globale, prenant en compte ses aspects économiques, politiques, sociaux, environnementaux et institutionnels à tous les niveaux,

Soulignant également que l'écotourisme est une activité multisectorielle qui peut, dans le cadre du tourisme durable, contribuer à la lutte contre la pauvreté, à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable,

Soulignant en outre le rôle que joue l'écotourisme dans la promotion du développement rural et de meilleures conditions de vie pour assurer le maintien des populations rurales,

Se félicitant des efforts entrepris par l'Organisation mondiale du tourisme, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Convention sur la diversité biologique pour promouvoir l'écotourisme et le tourisme durable dans le monde,

Se félicitant également des efforts entrepris par le Processus de Marrakech sur les modes de consommation et de production durables, des résultats obtenus par l'équipe spéciale internationale sur le développement du tourisme viable ainsi que des objectifs fixés dans le cadre du Partenariat mondial pour le tourisme durable, lancé en 2011 pour succéder de façon permanente à l'équipe spéciale,

Notant les initiatives lancées et les manifestations organisées aux niveaux sous-régional, régional et international dans les domaines de l'écotourisme et du développement durable,

1. *Se félicite du rapport du Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme transmis par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies¹⁰;*

2. *Est consciente que le développement de l'écotourisme, dans le cadre du tourisme durable, peut avoir une incidence positive sur la création de revenus et d'emplois et sur l'éducation et donc sur la lutte contre la pauvreté et la faim, et contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;*

3. *Constate que l'écotourisme peut réduire la pauvreté en améliorant les moyens de subsistance des populations locales et produire des ressources pour des projets de développement communautaires;*

4. *Souligne qu'il faut optimiser les avantages économiques, sociaux, culturels et environnementaux découlant des activités d'écotourisme dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement, notamment en Afrique, dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement;*

5. *Souligne également que l'écotourisme peut contribuer au développement durable, en particulier à la protection de l'environnement, et améliorer les conditions de vie des populations locales et autochtones;*

6. *Constate que l'écotourisme ouvre de vastes perspectives en termes de préservation, de protection et d'utilisation durable de la biodiversité et des aires naturelles en encourageant les populations locales et autochtones des pays d'accueil tout comme les touristes à préserver et respecter le patrimoine naturel et culturel;*

¹⁰ Voir A/67/228.

7. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de mettre en place, selon que de besoin, des politiques, des principes directeurs et des règlements judicieux, conformément aux priorités et à la législation nationales, pour promouvoir et soutenir l'écotourisme, dans le contexte du tourisme durable, et pour réduire toute incidence négative qu'il pourrait avoir;

8. *Invite* les gouvernements, les organisations internationales, les autres institutions compétentes et d'autres parties prenantes, selon qu'il conviendra, à mettre en évidence et à promouvoir les meilleures pratiques en vue de l'application des politiques, principes directeurs et règlements en vigueur dans le secteur de l'écotourisme, ainsi qu'à appliquer et diffuser les principes directeurs actuels;

9. *Encourage* les gouvernements, à tous les niveaux, à faire de l'écotourisme, dans le contexte du tourisme durable, un instrument de la lutte contre la pauvreté, de la protection de l'environnement et/ou de la préservation de la biodiversité, et à faire en sorte que les composantes de l'activité touristique tiennent dûment compte de la demande du marché et s'appuient sur une assise économique solide;

10. *Encourage également* les États Membres à promouvoir l'investissement en faveur de l'écotourisme, conformément à leur législation nationale, notamment en créant des petites et moyennes entreprises, en favorisant la formation de coopératives ainsi qu'en facilitant l'accès au financement par des services financiers ouverts à tous, y compris grâce à des initiatives de microcrédit à l'intention des populations pauvres, locales et autochtones dans les régions présentant un fort potentiel écotouristique, notamment en milieu rural;

11. *Souligne* que, pour exploiter les possibilités d'écotourisme, il importe de procéder, conformément à la législation nationale, à une évaluation de l'impact sur l'environnement;

12. *Insiste* sur le fait qu'il faut dûment prendre en considération, respecter et promouvoir tous les aspects des cultures, traditions et connaissances autochtones dans l'élaboration des politiques d'écotourisme, dans le contexte du tourisme durable, et souligne combien il importe de promouvoir, à bref délai, la pleine participation des populations locales et autochtones à la prise des décisions qui les touchent et d'intégrer le savoir, le patrimoine et les valeurs autochtones et locaux dans de telles initiatives d'écotourisme, selon qu'il conviendra;

13. *Souligne* qu'il faut prendre des mesures efficaces dans le cadre des projets d'écotourisme pour assurer l'autonomisation des femmes, notamment pour faire en sorte qu'elles participent sur un pied d'égalité avec les hommes à la prise de décisions à tous les niveaux et dans tous les domaines;

14. *Demande* aux organismes des Nations Unies, dans le contexte de la campagne mondiale en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, de promouvoir l'écotourisme, dans le cadre du tourisme durable, comme un instrument pouvant contribuer à la réalisation de ces objectifs, en particulier ceux qui visent à éliminer l'extrême pauvreté et à assurer la viabilité de l'environnement, et d'appuyer les efforts et les politiques des pays en développement dans ce domaine;

15. *Incite* les institutions financières régionales et internationales à apporter un concours suffisant aux programmes et projets liés à l'écotourisme, compte tenu des avantages économiques, sociaux, culturels et écologiques de ces activités;

16. *Invite les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation mondiale du tourisme, les organismes des Nations Unies et les autres organisations compétentes, à fournir, si la demande en est faite et selon que de besoin, une assistance technique aux gouvernements pour renforcer les cadres législatifs ou politiques concernant l'écotourisme et leur mise en œuvre dans le contexte du tourisme durable, notamment ceux qui ont trait à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine naturel et culturel;*

17. *Invite également tous les acteurs concernés à apporter leur concours aux populations locales et autochtones pour les aider, selon que de besoin, à participer aux activités écotouristiques;*

18. *Invite en outre les secteurs public et privé et tous les acteurs concernés à contribuer, si la demande en est faite, au renforcement des capacités, à la formulation de directives spécifiques, à la mise au point d'outils de sensibilisation et à la formation des personnes jouant un rôle dans le secteur de l'écotourisme, notamment en leur proposant des cours de langues et des stages pour l'acquisition des compétences spécifiques à la prestation de services touristiques, ainsi qu'à la mise sur pied et au renforcement de partenariats, particulièrement en ce qui concerne les zones protégées, dans le contexte du tourisme durable;*

19. *Est consciente du rôle que joue la coopération Nord-Sud s'agissant de promouvoir l'écotourisme comme moyen d'assurer la croissance économique, de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement, et considère que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, compléments de la coopération Nord-Sud, sont de nature à promouvoir l'écotourisme;*

20. *Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-neuvième session, en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme et les autres organismes et programmes compétents des Nations Unies, un rapport sur l'application de la présente résolution, contenant notamment des recommandations sur les moyens de promouvoir l'écotourisme comme instrument de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable, en tenant compte des rapports établis par l'Organisation mondiale du tourisme dans ce domaine.*
